

**CIBLE**

## Plagiaires

**P**atrick Poivre d'Arvor nie les accusations de plagiat portées contre lui, pour une biographie d'Ernest Hemingway trop souvent inspirée par l'ouvrage de Peter Griffin. Le communiqué de sa maison d'édition renforce le soupçon, tant est grotesque l'excuse d'une « version de travail provisoire » diffusée sous couverture normale et dédicace de l'auteur aux journalistes.

Tirons sans plus attendre l'immoralité de l'histoire : les personnalités médiatiques qui signent des livres rédigés par des nègres et leurs maisons d'édition se moquent comme de leur première imposture des lecteurs, des véritables écrivains et des éditeurs scrupuleux. Ce sont des opérateurs qui vendent sur le marché des marchandises parfaitement frelatées mais garanties par la notoriété médiatique – alors que tant de livres remarquables ne trouvent pas leur public. L'arrogance de ces faux écrivains est telle qu'ils persèverent même après une condamnation en justice ou la publication de preuves accablantes.

Au fait, qu'en pense Nicolas Sarkozy, éminent auteur d'une biographie de Georges Mandel ?

## SANTÉ PUBLIQUE

# Le projet des casseurs

Idées

**Régis  
Debray**

p. 9

Tintin

**Une comédie  
humaine**

p. 6-7

# Courrier

## C'est vous qui le dites...

### IMMIGRATION

Cher Bertrand Renouvin,

J'ai été très surpris de lire dans le n° 982 de *Royaliste* l'article de Luc de Goustine sur l'immigration qui s'est souvent montré plus sagace. Je crains qu'il n'ait pas lu les 206 pages du rapport de Chojnicki qu'il cite et qui ne porte pas ce titre et ne traite que des coûts de la protection sociale. D'autre part, en dépit des conseils de prudence du professeur Chojnicki lui-même sur l'exploitation des données - qui aurait d'ailleurs reconnu selon Élise Vincent du *Monde* qui s'est entretenue avec lui et qui me l'a rapporté qu'il ne s'agissait pas de 12 milliards d'euros mais de 4 (!!!) - Luc de Goustine reprend des chiffres fantaisistes sur le solde migratoire et le rapport avec l'accroissement naturel.

Comme vous le savez, je travaille sur cette question depuis plus de 15 ans et ai publié *L'immigration ça coûte ou ça rapporte ?* chez Larousse ainsi que les trois monographies éditées par *Contribuables Associés*. Je n'ai pas l'intention de polémiquer avec vous et serai moins sévère que plusieurs de mes collègues experts qui considèrent le rapport de Chojnicki comme une "escroquerie académique" et font observer que ces conclusions ont été divulguées sans avoir été avalisées par l'autorité de commande.

Je vous renvoie néanmoins à la mise au point que j'ai été obligée de faire dans plusieurs journaux (ci-joint le lien - <http://www.herodote.net/articles/article.php?ID=1219> - vers mon texte pour la revue des professeurs d'his-

toire *Hérodote.net*) mais auxquels évidemment les médias qui souhaitent donner une image positive de l'immigration n'ont guère fait écho.

J'espère en tout cas que ce ne sera pas votre cas et regretterais que votre journal que je lis avec intérêt, même si je ne suis pas toujours d'accord avec les opinions exprimées, tombe dans la désinformation qu'il s'efforce par ailleurs de combattre.

Bien amicalement.

Jean-Paul Gourévitch

### À COTÉ DE LA CIBLE

Le départ de la 13<sup>e</sup> Demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) de Djibouti - dont vous faites écho dans la *Cible* de première page dans *Royaliste* n° 982 - obéit à la même logique que le regroupement des régiments sur le territoire métropolitain. Il était évoqué depuis longtemps dans la mesure où il y avait double emploi avec la présence simultanée du 5<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (RIM) avec 650 hommes chacun et quasiment les mêmes équipements. Le caractère stratégique de la base française à Djibouti a été réaffirmé par le livre blanc de la défense de 2008 et les accords de défense entre la France et Djibouti sont préservés, mais il faut s'adapter au caractère de la menace, aux impératifs de regroupement physique sur un seul site, à la diversité des présences étrangères (États-Unis, Japon, Atalante de l'Union Européenne). Les dirigeants et la population de Djibouti ont des sentiments mitigés par rapport à la Légion dont la présence reste liée à la période coloniale et territoriale

(les barbelés entourant la ville de Djibouti pour contrer la migration des somalis (issas) - on protégeait jusqu'à l'indépendance de 1977 le pouvoir de la minorité afar - la répression lors de la visite du général de Gaulle en 1966). Localement, les intérêts des propriétaires de logements en location (les légionnaires sont célibataires et logés en casernements, contrairement aux marsouins vivant en famille et hors les murs) l'ont emporté sur ceux des propriétaires de « restaurants » (euphémisme pour désigner les bars à éthiopiennes plus fréquentés par les légionnaires que par les autres militaires de la base).

Rien dans tout cela qui touche à « l'intégrité » de la 13. Elle retrouvera ailleurs un autre « bac à sable » (terme souvent utilisé à Djibouti pour valoriser les trente millions d'euros que la France paye pour ses installations et ses terrains d'entraînement).

Le départ de Djibouti de la Légion est un symbole fort, mais ce n'est ni l'Indochine ni l'Algérie. Honneur et Patrie. On salue et on passe. La Légion a vocation à bouger, pas à jouer « le désert des Tartares ».

Georges Monfrede

### ÉCOLOGIE

Les récents articles consacrés par *Royaliste* aux questions dites environnementales ne cessent de me laisser perplexe. Passe encore que, comme beaucoup d'écologistes ignorants de la nature, l'on inclue les tremblements de terre dans les conséquences du supposé réchauffement climatique ; admettons que l'on soit extrêmement sévère envers le polygraphe Claude Allègre sans même rendre compte de sa thèse (d'ailleurs, tous ses ouvrages sont approximatifs, donc pourquoi s'acharner sur celui consacré au changement climatique ?) ; oublions que, dans un récent article sur des mines de plomb au Pérou, on critique l'État péruvien qui prend en charge la protection de l'environnement tout en concluant que la protection de l'environnement est du ressort... des États.

Mais ce qui est plus grave à mes yeux, ou totalement incohérent avec les principes défendus par *Royaliste* depuis près de quarante ans, c'est la priorité donnée à la nature par rapport à l'Homme. Dans le cas du Pérou précité, la protection des travailleurs n'est citée qu'au second plan par rapport aux sols et aux rivières. Que de regrets sur les marais insalubres du Yucatán pour y déplorer qu'on y trouve désormais des plages... et des emplois. Diantre, moi qui pensais que l'Homme avait été créé pour dominer la nature.

Pourtant le vocabulaire utilisé par les groupes « écolos » devrait nous alerter par sa similitude avec celui employé par les « libéraux ». En effet, ces derniers décrivent les adversaires de la pensée économique unique comme des ignorants (« il n'y a pas d'autre choix », « les marchés l'imposent »). Ils présentent les sceptiques du dogme libéral imposé à l'Europe comme des eurosceptiques ou, pire encore, comme des adversaires de l'Europe. Et ils nous parlent de la nécessité de penser en terme de globalisation (le terme américain pour désigner la mondialisation) de l'économie.

Les lobbies environnementaux nous font exactement le même coup : il n'y a pas d'autre choix, la planète se réchauffe et l'homme en est la cause. Si l'on ose s'interroger sur la consistance des théories des modèles du réchauffement climatique, l'on est aussitôt taxé d'être un « climatosceptique », allant à l'encontre de tous les climatologues (des experts eux aussi autoproclamés). Et, bien entendu, la question climatique est globale, comme la température. Avez vous au passage noté que, sous l'impulsion du libéral Cohn Bendit, les deux mots « Europe » et « Écologie » se fondent. Oui, c'est bien le même combat et le même dogme.

J'aimerais tant que *Royaliste* se fasse un peu plus l'avocat de la foi en l'Homme et dans le progrès. Je crois que c'est l'Histoire qui nous l'enseigne.

Ugo Puliese

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : L'affolé nous affole - Réformer à l'allemande ? - p.4 : Les casseurs de la santé - p.5 : Magyarophobie - p.6/7 : Tintin toujours vivant - p.8 : L'Europe par le marché - Méditerranée - p.9 : Éloge des frontières - p.10 : Nicolet - Metternich - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Transmettre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.33.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# L'affolé nous affole

**Message fort sur la tragédie des chrétiens d'Orient. Bonnes paroles adressées aux autorités religieuses et aux croyants. Laïcité brandie comme un étendard. Hélas, ce ne sont qu'effets d'annonce...**

Dans la première semaine de janvier, les *éléments de langage* fournis par l'Élysée portaient sur le religieux. L'actualité s'y prêtait et nous aurions voulu croire aux paroles prononcées par Nicolas Sarkozy - fermeté quant aux persécutions des chrétiens orientaux, respect et tolérance quant aux religions pratiquées dans la collectivité nationale. L'expérience montre que ce ne sont que des postures qui changent au gré des circonstances ou l'affichage d'une détermination qui reste verbale. Le cynisme du supposé président n'explique pas tout.

À l'origine des variations sur le religieux, il y a la panique provoquée par la prochaine candidature de Marine Le Pen. L'année dernière, on a lancé le débat sur l'**identité nationale** et fait voter la loi sur la burqa pour signifier que les sarkozystes tenaient les musulmans en respect. Puis on a désigné les Roms à la vindicte publique pour démontrer que certains étrangers n'avaient qu'à bien se tenir. Mais comme ces opérations ont suscité plus de dégoût que d'approbation, on a remis le matériel xénophobe.

Lors de la cérémonie des vœux aux autorités religieuses, Nicolas Sarkozy s'est fait le champion de la République laïque dialoguant avec toutes les religions. Cet excellent principe, négligé en 2010, sera-t-il encore respecté en 2012

lorsqu'il faudra rivaliser avec Marine Le Pen ? Comme les Français ne sont pas amnésiques, les changements de pied font à chaque fois des déçus - dans le camp xénophobe comme dans le camp des laïcs tolérants. Les xénophobes préféreront toujours le radicalisme du Front national à sa copie et leurs adversaires iront chercher dans la gauche bénisseuse quelque réconfort.

Vous me direz que Nicolas Sarkozy s'est bien récupéré en affichant sa solidarité avec les coptes : « *Il faut y prendre garde, nous ne pouvons pas non plus admettre et donc faciliter ce qui ressemble de plus en plus, j'emploie un mot fort, à un plan particulièrement pervers d'épuration au Moyen-Orient, d'épuration religieuse* ». Très bien !

Mais nous avons entendu cent fois que Nicolas Sarkozy « *ne permettrait pas* » - l'insécurité, les clandestins, le chômage, les SDF dans la rue... Au bout de quelques mois, on s'aperçoit qu'il y a toujours de l'insécurité, des gens qui dorment dans la rue et des chômeurs encore plus nombreux. On s'apercevra bientôt que le supposé président n'a pas les moyens d'agir en Irak et en Égypte pour la défense des chrétiens.

Il dit une chose et son contraire. Il promet et ne fait rien. C'est créer dans tous les secteurs de l'opinion une insécurité toujours plus affolante.

Annette DELRANCK

# Réformer à l'allemande ?

**Faire comme les Allemands ! Tel est le mot d'ordre à l'Élysée, à Matignon et à Bruxelles. L'injonction est stupide mais on y trouvera prétexte à pressurer les salariés français.**

L'Allemagne, c'est le pays qui nous en met plein la vue. En 2010, 3,5 % de croissance, moins de trois millions de chômeurs, un déficit budgétaire qui sera cette année dans la norme (moins de 3 %) grâce à une politique industrielle dynamique.

Sans aller chercher plus loin, la Commission a érigé l'Allemagne en modèle et trouvé du même coup le chemin d'une sortie de crise qui se fait attendre : appliquer partout la recette berlinoise ! Ce qui nous donne un plan d'action pour une *politique industrielle de l'Europe aux temps de la globalisation* axée sur le soutien aux petites et moyennes entreprises. Leur compétitivité retrouvée leur permettra d'exporter et d'enclencher ainsi un cycle vertueux...

À Paris, déjà aligné sur Berlin dans le domaine monétaire et financier, on croit dur comme fer qu'il faut imiter *nos amis allemands*. On ne se demande pas comment des pays qui commercent entre eux pourraient tous devenir exportateurs les uns contre les autres. On ne comprend pas non plus les causes du dynamisme industriel allemand :

1) Déficitaire avec les pays émergents, l'Allemagne réalise son excédent commercial (103 milliards d'euros sur un total de 116 milliards) sur six grands pays européens (France, Royaume-Uni, Autriche, Belgique, Espagne, Italie) et plus précisément sur

la France, l'Espagne et l'Italie (+ 51 milliards).

2) L'Allemagne est en déficit vis-à-vis de la République tchèque, de la Slovaquie et de la Hongrie, trois pays qui ne sont pas connus pour leur dynamisme. Cette anomalie s'explique tout simplement par la stratégie industrielle allemande, qui a délocalisé une grande partie de son industrie en Europe centrale et qui se contente d'assembler sur son territoire ce qui est fabriqué chez ses voisins - d'où une économie sur les coûts de fabrication.

3) Cet avantage compétitif est accru par la politique de compression des salaires qui frappe les travailleurs allemands (1).

Ce **modèle** économique n'a pas d'avenir pour deux raisons principales : l'Allemagne se désindustrialise ; l'explosion prévisible de la zone euro exposera notre voisin à des dévaluations compétitives qui réduiront rapidement ses exportations. Et n'oublions pas que la finance allemande est aussi fragile que celle des autres pays européens...

À Paris, on s'abuse ou on nous abuse sur le faux modèle allemand mais il y a risque qu'on l'invoque pour réduire encore les *coûts salariaux* et la protection sociale.

Sylvie FERNOY

(1) Pour une analyse complète, cf. l'étude de Jacques Sapir publiée sur le blog de Bertrand Renouvin : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2708>



*Le krach de l'euro, les lecteurs du journal se souviennent probablement du livre de Bertrand Renouvin et de Sylvie Fernoy qui écrivait dans la présentation « l'euro est une machine à écraser les salaires, à produire toujours plus de souffrance sociale ». Dix années plus tard, Emmanuel Todd pronostique « À 90 %, l'euro explosera en 2011 » dans un entretien accordé au journal belge *Ce soir* (1). « L'image qui me vient, c'est acharnement thérapeutique... L'euro est une abstraction. Les sociétés nationales, avec leurs cultures, existent toujours. Il y a des différences de mentalités, de rythmes démographiques, il y a des traditions de discipline salariale en Allemagne qui ne sont pas concevables en France... En fait, du temps des monnaies nationales, chacune des économies européennes avait son mode de régulation spécifique qui lui convenait. Des bureaucrates abstraits ont posé l'euro là-dessus et, bien entendu, ça ne marche pas. »*

Ce pronostic Jacques Sapir le formule également dans un article accessible sur le blog de Bertrand Renouvin (2) : « On peut donc prédire, sans gros risques de se tromper, que de crise en crise, nous connaissons la crise terminale de l'euro dans l'hiver 2011-2012. » Et le chercheur de continuer sa réflexion sur les solutions de sortie « Il est donc plus que temps de penser à un plan « B ». Si l'euro explose, il convient de tenter ne pas sacrifier les principes d'une coordination monétaire avec les pays qui seraient prêts à y souscrire. La solution optimale, celle que je préconisais dans *La Fin de L'Eurolibéralisme, le passage d'un euro « monnaie unique » à un euro « monnaie commune », n'est aujourd'hui probablement plus possible. Il nous faut donc envisager toutes les autres solutions qui vont de la constitution de zones monétaires réduites au retour direct au franc.*

**François ENNAT**

(1) <http://toutsurlachaine.blogspot.com/2011/01/emmanuel-todd-je-serais-tres-etonne-que.html>

(2) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2801>

# Les casseurs de la santé !

**Vous avez détesté la réforme des retraites qui a décidé du report de l'âge légal de cessation d'activité à 62 ans, vous allez abhorrer la réforme de l'assurance maladie qui ne manquera pas de se mettre en place après 2012, et ce, quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle.**

**U**n projet de note du Medef daté du 23 novembre 2010 dessine les contours de ce que pourrait devenir l'assurance maladie à compter de 2012. Cette étude confidentielle a pour objectif, selon le site *Mediapart* (1) qui s'en est procuré un exemplaire, de **dynamiter la Sécu**. Mais attention, avec pour objectif de *conforter notre système de santé* (sic), car ne rien faire contribuerait à *mettre à mal le pacte républicain* (re-sic). Comme c'est touchant de voir le patronat se soucier de **l'intérêt général** ! Alors que depuis 1983, le CNPF puis le Medef, aidés par tous les gouvernements de gauche comme de droite, s'échinent à démolir le pacte social français qui s'est progressivement élaboré entre 1946 et 1981, et ne trouveront le repos que lorsqu'ils seront parvenus à faire main basse sur le magot de la Sécu.

Pour parvenir à leur fin, nos vertueux patrons proposent de procéder en plusieurs étapes. D'abord, revenir sur les fondements même de la protection sociale : la solidarité entre les générations et entre les malades et les biens portants, sous prétexte que « l'assurance maladie obligatoire est financée à 90 % par les actifs et à 10 % par les retraités, alors que les prestations concernent 60 % des actifs et 40 % des retraités ». Le pire, c'est que ce discours passe très bien auprès des jeunes, comme en

attestent plusieurs témoignages entendus durant le conflit des retraites. Ensuite, il conviendra de faire peser les risques les plus lourds - donc moins solvables et moins rentables - sur le régime de base, et les *petits bobos* - plus juteux - sur les mutuelles et les assureurs privés, selon le vieux principe ultra-libéral rappelé par *Mediapart* qui veut qu'on socialise les pertes et qu'on privatise les profits.

L'assurance maladie comprendrait, ainsi, trois niveaux : le premier obligatoire, le deuxième auquel nous serions fortement encouragés de souscrire, et le dernier, libre. La troisième étape consisterait à mettre en concurrence les hôpitaux publics entre eux et avec les cliniques privées. On glisserait ainsi progressivement vers un système de santé à double vitesse avec, d'un côté, les patients qui ont les moyens de se payer une complémentaire et une sur-complémentaire, et de se faire soigner dans des cliniques cinq étoiles, et les autres.

Mais le véritable enjeu pour le patronat et surtout pour les assureurs privés, est de récupérer les informations dont dispose la Sécurité sociale : « *Même s'il est possible d'imaginer que les complémentaires bâtissent leurs bases de données, il serait préférable que le régime obligatoire duplique ses bases et les rende accessibles aux complémentaires* », peut-on lire dans la

note. Il est, en effet, primordial pour le groupe de pression des assureurs privés de connaître le profil sanitaire des malades avant de leur faire souscrire un contrat et d'en fixer le montant.

Il faut dire que le moment est propice à ce type de régression sociale car le Medef qui est, plus que jamais l'inspirateur du programme de la droite, n'a face à lui aucune opposition politique. Rappelons qu'en 1982 Dominique Strauss-Kahn proposait dans un livre coécrit avec Denis Kessler, futur numéro deux du Medef, d'introduire une dose de capitalisation dans le système de retraite par répartition. Quant aux organisations syndicales, elles précèdent les doléances du Medef, qui propose dans sa note d'*engager une réflexion systémique*, une revendication que la CFDT exprime dans les mêmes termes.

On aurait pu croire que la crise freinerait les ardeurs des libéraux ; elle a, une fois l'effet de panique passé, au contraire contribué à les ranimer. On le voit avec la mise en place des politiques de rigueur, la réforme des retraites, le chantier de la dépendance et bientôt, avec la réforme de l'assurance maladie. C'est à croire que tout se passe comme si nos libéraux, considérant la bataille perdue, cherchaient, avant la défaite, à engranger le maximum de bénéfice. Cela a un nom, c'est la politique de la terre brûlée.

**Nicolas PALUMBO**

(1) (article payant) <http://www.mediapart.fr/journal/france/141210/le-plan-secret-du-medef-pour-dynamiter-la-secu>

# Magyarophobie

**La Hongrie exerce la présidence tournante de l'Union européenne au premier semestre 2011. Ou du moins ce qu'il en reste.**

Peut-on dire tout le mal que l'on pense des Magyars ? La loi sur les médias, votée par le parlement de Budapest le 21 décembre dernier, nous l'interdirait sur le territoire hongrois... C'est assez pour que l'on stigmatise le gouvernement de Viktor Orban qui, depuis le raz de marée électoral d'avril dernier, contrôle plus des deux tiers des sièges. Encore que les réactions des partenaires européens aient été nettement plus modérées si on les compare aux sanctions qui avaient frappé l'Autriche dix ans plus tôt lors de l'entrée de l'extrême droite de Jorg Haider dans une coalition gouvernementale à Vienne. Tout ceci mérite explication.

La plupart des États-membres de l'Union sont aujourd'hui gouvernés par des formations de droite. Pour autant, l'extrême droite hongroise, qui a fait plus de 12 % des voix, le parti *Jobbik*, est dans l'opposition. Le *Fidesz* de Viktor Orban s'était initialement illustré dans une volonté de rénovation lors de la sortie du communisme. Il s'est toujours affirmé pro-européen et a voté à chaque reprise en faveur des traités y compris celui de Lisbonne. Dès son entrée en fonctions, il a ouvertement coopéré avec les institutions de Bruxelles en vue de se préparer à assumer cette présidence désormais partagée depuis un an avec le président Van Rompuy et le président de la Commission, José Ma-

nuel Barroso. M. Orban veut se montrer bon élève.

Plutôt que le succès du *Fidesz*, c'est l'échec de la gestion socialiste des huit dernières années qu'il faut comprendre. Souvenons-nous que la Hongrie a été la première à plonger dans la crise et à être secourue dès la fin 2008 par un concours exceptionnel de 20 milliards d'euros du FMI et de l'Union européenne. La Hongrie a perdu l'avance économique dont elle bénéficiait notamment par rapport à ses voisins immédiats. Cette chute a été une rude perte de face pour la fierté nationale magyare. Les compensations recherchées dans la protection (l'attribution de passeports) des Hongrois installés en Slovaquie, en Roumanie (Transylvanie) ou en Serbie (Voïvodine), cinq millions de personnes comparés aux dix de la Hongrie même, ne doivent pas faire illusion. Au sein de l'Union européenne, il n'y a plus de revendication de frontières. Les fourches caudines du FMI rappelaient celles du traité de Sèvres de 1920 qui a démembré la Grande Hongrie. Mais l'heure n'est plus à la reconquête. Budapest pourra même encore se donner le luxe de présider à l'adhésion d'une autre de ses anciennes possessions, la Croatie, à l'Union en ce premier semestre.

La Hongrie, pas plus que la Tchéquie - on se souvient de

la fâcheuse présidence tchèque de Vaclav Klaus en 2006 -, ou que la Pologne - qui lui succèdera au second semestre 2011 -, ne sont prêts à rejoindre la zone euro contrairement aux États baltes, à la Slovaquie ou à la Slovénie. Il reviendra néanmoins au Premier ministre Orban de faciliter la mise en place des nouveaux mécanismes de solidarité au sein de la zone euro. Il n'est pas le plus mal placé pour apprécier les deux facettes du problème. Déjà il a un bon contact avec la Grèce. Il nous faut entendre ces voix venues de l'Europe centrale qui nous mettent en garde contre la méconnaissance du respect des équilibres sur notre continent. Peut-être faut-il chercher là l'origine du concert d'imprécations que certains médias occidentaux déversent sur la Hongrie, comme sur la Pologne, qui confine à la diabolisation : ne s'agit-il pas de discréditer à l'avance d'autres voies que celle - unique - préconisée par les financiers ? Or n'est-ce pas ceux-ci qui, par leur impéritie et leur dogmatisme, favorisent ce qu'ils qualifient de dérive fascisante ?

L'ancien président Bush avait un jour opposé la nouvelle Europe à la vieille. Souvent cette dernière a été coupable de mépriser la première. Profitons de cette année 2011 pour chercher à mieux comprendre ce que Jean-Paul II appelait le second poumon de l'Europe. Avons-nous fait notre deuil du soviétisme ? Apparemment il reste beaucoup à faire.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

◆ **DANEMARK** - C'est par deux fois vingt et un coups de canon qu'a été salué l'événement. La princesse Mary du Danemark, a donné naissance samedi 8 janvier à des jumeaux, un garçon et une fille. Avec son mari le prince Frederik (42 ans), premier dans l'ordre de succession de sa mère la reine Margrethe II, elle a déjà eu deux enfants : le prince Christian, cinq ans, et de la princesse Isabella, trois ans.

◆ **COTE D'IVOIRE** - Devant la crise post-électorale qui secoue la Côte d'Ivoire, les rois et chefs traditionnels du pays se sont réunis à la Bourse du travail, avec l'appui de l'Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (Ugtci). Six rois sur huit étaient présents ou représentés, était également là plus d'une centaine de chefs de village et de canton. « Nous avons décidé d'adopter la démarche traditionnelle, celle qui consiste à repartir à l'écoute de toutes les parties qui sont intervenues dans le processus électoral, avant de nous concerter à nouveau », a expliqué Nanan Tanoé Désiré, roi des N'zima, à l'issue de cette rencontre à huis clos qu'il a présidée.

◆ **MONACO** - Plusieurs cérémonies ont marqué la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution de 1911 qui avait fait rentrer la Principauté dans la liste des États dotés d'une Constitution écrite. C'est dans la salle du trône du Palais princier que Albert II a prononcé une allocution dans laquelle il a notamment déclaré : « Voilà un siècle, jour pour jour, que par l'octroi de la Constitution du 5 janvier 1911, le prince Albert I<sup>er</sup>, mon trisaïeul, faisait entrer la Principauté dans l'ère constitutionnelle. » ajoutant : « Dans une perspective libérale, la Constitution de 1962, puis sa révision de 2002, ont mieux précisé les rôles des différents acteurs de la vie institutionnelle, dans le respect de la prééminence princière (...) Ainsi, grâce à un système institutionnel parfaitement adapté à la spécificité de notre pays, et dont la Constitution de 1911 a été la première étape décisive, nous continuerons ensemble, j'en suis convaincu, dans l'union, la stabilité et la sérénité, à édifier la Principauté de demain ».

◆ **GRANDE BRETAGNE** - Le projet de loi visant la privatisation de la poste britannique, le *Royal Mail*, actuellement en débat au Parlement, a provoqué un vif émoi lorsque la population s'est aperçue que le futur propriétaire n'aurait aucune obligation de conserver l'effigie du souverain sur les timbres du pays. Le secrétaire d'État au Commerce, Ed Davey, a indiqué qu'un amendement au projet allait pallier cette lacune : « Après avoir écouté l'opinion des parlementaires et du palais, nous sommes convenus d'ajouter cette garantie ». Depuis l'invention des timbres en 1840, la tête du monarque, chef d'État du Royaume-Uni, figure toujours sur les timbres britanniques. Pour de nombreux Britanniques son retrait constituerait un véritable crime de lèse-majesté, d'autant plus qu'il interviendrait, en 2012, au moment des célébrations du soixantième anniversaire du couronnement d'Elizabeth II.

# Tintin toujours vivant

**A**lbert Algoud fut professeur de français avant de réjouir par ses sketches les abonnés de *Canal Plus* et les auditeurs de plusieurs radios. C'est l'éminent tintinophile que nous recevons à nouveau. Auteur de six ouvrages sur Tintin et ses amis, mais à jamais maudit par la tintinocratie, Albert n'est pas tintinolâtre. Il évoque ici avec lucidité la question du racisme et de l'antisémitisme dans l'œuvre d'Hergé tout en donnant d'étranges aperçus sur la véritable nature de la Castafiore et sur le passé sulfureux de Nestor.

■ **Royaliste :** Vous êtes tintinophile et pourtant vous êtes considéré comme *persona non grata* par la tintinoproduction officielle... Pourquoi ce paradoxe ?

**Albert Algoud :** Ce *Petit Dictionnaire énervé de Tintin* (1) permet d'aborder les grands thèmes d'actualité grâce à Tintin ou dont Tintin pourrait être le prétexte. Mais je veux tout d'abord signaler une entrée qui m'intéresse tout particulièrement. Page 161, vous trouvez le nom propre « *Rodwell* » avec cette seule indication : « voir *Nick* ». Si vous cherchez, page 130, le mot « *Nick* », vous trouvez à nouveau une seule indication : « voir *Rodwell* ».

Nick Rodwell, qui a épousé Fanny, la veuve d'Hergé, s'est conduit de manière infâme à mon égard comme je le raconte dans l'introduction de ce dictionnaire. J'aurais pu l'attaquer en diffamation mais je me suis contenté d'évoquer le personnage dans ma préface et cela m'amuse de l'imaginer

cherchant à son nom puis à son prénom les éléments qui lui permettraient de charger son armée d'avocats de me traîner en justice. Depuis la publication dans *Le Monde* d'un article intitulé « *Les mutinés de Moulinsart* » je suis victime avec plusieurs autres tintinophiles d'une sorte de *malédiction de Toutankhamon* : nous sommes à jamais inscrits sur une liste noire de proscrits éternels pour avoir incité les ayants droit, en 1997 au cours d'une conférence de presse, à ne pas se montrer trop pointilleux sur l'utilisation des images de Tintin.

■ **Royaliste :** Cela explique que votre dictionnaire ne contient aucun dessin...

**Albert Algoud :** Les droits de reproduction sont très onéreux et les avocats de Nick Rodwell sont redoutables. Il n'est donc pas possible de publier le moindre dessin. Bien entendu, vous trouvez dans ce dictionnaire toutes les informations nécessaires sur les ayants droit et sur le *marketing*.

■ **Royaliste :** Vous revenez sur la question de l'antisémitisme...

**Albert Algoud :** Benoît Peeters m'a fait réécrire toute l'entrée sur l'antisémitisme. Quand Hergé écrit *L'Étoile mystérieuse*, ce n'est plus un jeune homme et son antisémitisme, que j'ai longtemps nié, est avéré : deux cases publiées par *Le Soir* mais ensuite supprimées de l'album qui paraît en 1942 sont accablantes. On sait qu'Hergé est resté fidèle à ses amis *inciviques* et qu'il leur a apporté une aide financière conséquente. Mais à la fin de la guerre les révélations sur les camps d'extermination l'ont certainement marqué et l'évidence de cette épouvante l'a longuement travaillé.

La publication en 1958 dans le magazine et en 1959 comme album des *Bijoux de la Castafiore* coïncide avec une crise personnelle très profonde : Hergé se sépare de sa première femme, Germaine, qui était très marquée à droite

et qui avait subi l'influence de l'abbé Wallez - ce maurrasien, rexiste, qui avait un portrait dédicacé de Mussolini sur son bureau et qui avait exercé une grande influence sur Hergé. Or vous savez que dans *Les Bijoux*, des gitans, parqués dans une décharge municipale par la gendarmerie, sont accusés d'être des voleurs et des parasites par Nestor qui est le salopard total. C'est le mec qui écoute aux portes et qui regarde par le trou de la serrure...

■ **Royaliste :** Tout de même, on voit Nestor plongé dans la lecture de Blaise Pascal !

**Albert Algoud :** C'était pour se donner bonne conscience ! Dans mon dictionnaire, j'écris : « *il y a tout lieu de penser qu'en août 1941, il a fait partie des premiers volontaires belges francophones engagés dans la Légion Wallonie...* ». N'oubliez pas que Nestor était au service des frères Loiseau, qui sont des antiquaires véreux : c'est chez eux qu'on le rencontre dans *Le Trésor de Rackham le Rouge*.

J'en reviens aux *Bijoux de la Castafiore*. C'est l'histoire d'une prise de conscience et cette prise de conscience n'est pas raisonnée. C'est en se promenant dans le parc que Tintin entend la musique tzigane. Il est bouleversé par cette musique et il se rend compte que les Roms sont des boucs émis-



saires - et plus on les dénigre, plus il est tourmenté.

Ce qui nous amène à l'actualité. L'été dernier, lors de la campagne du gouvernement contre les Roms, j'ai trouvé une feuille intitulée « *Tous les chemins mènent aux Roms* », qui reproduit les vignettes sur les Roms des *Bi-joux de la Castafiore*.

### ■ Royaliste : Et le racisme, dans *Tintin au Congo* ?

**Albert Algoud** : Il est vrai que *Tintin au Congo* est un ouvrage raciste, inspiré par l'abbé Wallez. C'est une affaire qui a ressurgi et qui a été portée devant les tribunaux. Il faudrait insérer dans cet album un texte d'explication sur les préjugés racistes qui étaient largement partagés dans l'entre-deux-guerres. Notez que, dans cet album, il y a un véritable massacre d'espèces animales protégées - ce qui pourrait susciter la colère des écologistes. Remarquez aussi que certains albums de Spirou et Fantasio sont tout aussi lourds de préjugés racistes et *Les aventures de Buck Danny* cultivent le mépris des Jaunes sans qu'on s'en offusque. N'oublions pas qu'on trouve dans *Tintin en Amérique* une nette dénonciation du racisme.

Hergé focalise les attaques parce que c'est une œuvre majeure qui, comme souvent, échappe à son auteur. Je pense à Clint Eastwood qui est un conservateur mais qui fait des films progressistes. Il est vrai qu'Hergé était entouré de gens d'extrême droite brillants et cultivés : indéniablement, il a subi leur influence. Mais il a toujours voulu se dégager des totalitarismes. La Bordurie, dans *Le Sceptre d'Ottokar*, est un pays de l'Axe. Dans *L'affaire Tournesol*, qui se déroule après la guerre, c'est un pays stalinien de l'Est.

### ■ Royaliste : Comment expliquez-vous l'absence de filles auprès de Tintin ?

**Albert Algoud** : Cela tient en partie au fait qu'il y avait naguère des BD pour les filles et d'autres pour les garçons. Puis on s'est aperçu que les albums de Tintin étaient lus

par les deux. C'est dans la presse catholique qu'on crée des BD avec des adolescents et des adolescentes - par exemple *Fripounet et Mari-sette* qui sont cousins.

Sur le fond je partage sur un point la thèse de Jean-Marie Apostolidès : Tintin, c'est le mythe du sur-enfant, il n'est ni garçon ni fille, il ne se pose pas les problèmes de la sexualité. Tintin n'est pas moralisant, il est moral ce qui est autre chose. La BD communiste d'après-guerre est moralisante comme les mauvaises BD catholiques - mais quand on les relit aujourd'hui, elles sont terriblement datées. Les albums de Tintin ne sont pas manichéens : les méchants sont séduisants, les gentils peuvent être tentés et succomber à la tentation. C'est le cas de Milou, qui boit parfois du whisky ; Haddock est tourmenté par son alcoolisme ; Tournesol est contradictoire et coléreux. Le colonel Sponsz a des côtés attachants. Rastapopoulos, qui apparaît déguisé en Méphisto dans *Coke en stock* est un grand séducteur comme le diable lui-même - aujourd'hui il nous fait penser à Berlusconi.

### ■ Royaliste : Les enfants ne sont pas des anges...

**Albert Algoud** : C'est vrai ! Il y a des sales gosses autour de Tintin : Abdallah est marrant parce qu'il est farceur mais au fond c'est un petit salopard comme nous l'avons tous été. Il y a la Castafiore, qui semble être une femme mais qui n'en est pas une puisque c'est le dernier castrat de l'histoire de la musique (2). Il y a ce pauvre Wolff, dans *Objectif Lune*, qui trahit par gentillesse... Il y a somme toute une comédie humaine qui fait la durée et la force d'une œuvre toujours sujette à interprétations et à polémiques. Il y a des interprétations psychanalytiques, historiques, religieuses - et même ésotériques.

Et puis il y a les *Carnets de Syldavie* (3) de Jacques Hiron dont vous avez parlé et qui m'enchantent car j'ai toujours cherché dans l'œuvre d'Hergé le passage du possible au pro-



bable : en partant des albums de Tintin, l'auteur évoque l'histoire de la Syldavie, les mésaventures de la dynastie, donne la recette du Szlaszeck aux champignons... Bien sûr, il n'y a pas une seule image de Tintin dans ce livre à cause de la rapacité des ayants droit mais l'œuvre d'Hergé leur échappe tout de même car elle poursuit sa vie dans l'imaginaire collectif.

### ■ Royaliste : Comment Tintin poursuit-il sa vie à l'étranger ?

**Albert Algoud** : La dernière traduction de Tintin est en slovène. Avant la chute du Mur, Tintin n'était pas traduit dans les pays de l'Est, sauf en Yougoslavie où il y avait une traduction en serbo-croate. Dans les années quatre-vingt-dix, un nouveau monde s'est ouvert à Tintin.

On parle beaucoup du film de Spielberg et sa diffusion permettra peut-être de populariser Tintin aux États-Unis, où il est presque inconnu. Les Américains ont leur propre mythologie avec les *comics*, comme nous avons la nôtre avec Spirou, Black et Mortimer, Tintin... Hergé est presque le seul dans la bande dessinée à avoir créé des types : la Castafiore, Séraphin Lampion, l'emmerdeur qui porte bretelles et ceinture, le capitaine Haddock... Ces personnages sont très connus en

Espagne, moins en Italie, peu au Japon et en Angleterre.

### ■ Royaliste : Tintin au cinéma, jusqu'à présent, ce n'est pas une réussite !

**Albert Algoud** : Le problème qui s'est posé avec la mise en image de Tintin, c'est que le dessin animé trahissait le mouvement interne aux albums. Lorsqu'on lit un album on crée un mouvement en passant d'une case à l'autre et ce mouvement est propre à la bande dessinée. Bizarrement, le dessin animé perdait ce mouvement : il y avait une déperdition de mouvement. Dans les films de Tintin, il y avait une autre déperdition : la BD est caricaturale et réaliste alors que le cinéma ne gardait que le réalisme : nous perdions l'effet magique qui se produit lorsque nous regardons la tronche du capitaine Haddock. Avec son film, Sven Spielberg va peut-être réussir la synthèse des deux.

### Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Albert Algoud - « *Petit dictionnaire énervé de Tintin* », Les Éditions de l'Opportun, 2010, prix franco : 14 € ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Albert Algoud - « *La Castafiore, biographie non autorisée* », Chiflet & Cie, 2006, prix franco : 11 € ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Jacques Hiron - « *Carnets de Syldavie* », Mosquito, 2009, prix franco : 17 € ➔ [Achat immédiat](#)

# L'Europe par le marché ?

Parmi la masse de livres publiés chaque année, nombre n'auraient pas dû l'être et sont tout juste bons à être mis au pilon. D'autres, en revanche, méritent d'être lus et longuement médités.

**L'**Europe par le marché, de Nicolas Jabko (1), directeur de recherche au CERI (2), relève assurément de la seconde catégorie.

Si « l'unification européenne des années 1980 et 1990 est souvent perçue comme la simple reprise en accéléré de la construction institutionnelle et économique qu'avaient amorcée les pères de l'Europe dans les années 1950 », Nicolas Jabko, dans son convaincant ouvrage, prend très clairement ses distances avec une telle opinion et propose une toute autre lecture de la **relance européenne** par le marché des années 1980 et 1990, à l'origine selon lui d'une *révolution tranquille de l'Union européenne*.

Pour Jabko, en effet, cette relance apparaît non pas comme une simple manifestation du tournant libéral des années 1980-1990, mais bien plutôt comme « le produit d'une stratégie politique innovatrice imaginée par un acteur institutionnel bien identifiable - la Commission européenne - qui, à un moment charnière de la construction européenne, a exploité le marché pour compenser les faiblesses de ses prérogatives ». Et, à lire Jacques Delors, qui expliquait dès 1994 (3) qu'il avait dû se « rabattre sur un objectif pragmatique correspondant aussi à l'air du temps, puisque à l'époque il n'était question que de dérégulation, de suppression de tous les obstacles à la compétition et au jeu du marché », cela est plus que plausible.

Cette stratégie, qui a permis la création du marché unique et de l'euro, peut-elle encore servir, au XXI<sup>e</sup> siècle, à la construction européenne ? Pour Jabko, qui se demande si dès le départ on n'a pas fait une erreur en se fondant sur cette stratégie reposant sur le pouvoir de séduction du marché, une chose est sûre : à supposer que l'Union européenne ne soit pas encore entrée dans une phase de décomposition progressive, la méthode qui a fonctionné dans les années 1980 et 1990 pour faire avancer la construction européenne doit être fondamentalement révisée.

Un tel changement de cap suffirait-il à sortir l'Union de l'impasse dans laquelle les dirigeants de ses États l'ont engagée ? Dans un ouvrage récent, François Denord et Antoine Schwartz écrivaient que « ce ne sont pas des idées, mais des forces sociales mobilisées qui rompent avec le consensus libéral qui règne en maître à Bruxelles » (4)... C'est à méditer.

Lionel ROUVE

(1) Nicolas Jabko - « L'Europe par le marché - Histoire d'une stratégie improbable », Presses de Sciences Po, 2009, 288 pp., prix franco : 28 €. [Achat immédiat](#)

(2) Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po.

(3) Jacques Delors - « L'unité d'un homme - Entretiens », Odile Jacob, 1994, p. 220.

(4) François Denord & Antoine Schwartz - « L'Europe sociale n'aura pas lieu », Raisons d'agir, 2009, p. 123.

# Méditerranée

Malgré nos plus beaux rêves d'un jardin d'oliviers sous un ciel azur ou nos jolis souvenirs du *Mare Nostrum* romain, la Méditerranée ne constitue pas un lieu d'échanges mais une frontière entre deux rives.

**J**acques Hutzinger propose quelques pistes de réflexion pour que la coopération et non la confrontation s'instaurent entre ces deux rivages. (1)

En se référant aux travaux des intellectuels qui ont déjà approché la question (Braudel, Burgeat, Bruno Étienne, Arkoun et tant d'autres), l'auteur rappelle que, à part le climat, il n'y a guère d'éléments communs entre l'ensemble Nord-ouest et l'ensemble Sud-est qui bordent la Méditerranée. Et il faut se faire une raison : cette mer bleue est une frontière, un mythe, un imaginaire surtout construit sur la rive nord, ce n'est pas un espace politique. Il n'y a d'ailleurs pas d'exemple de telle disparité économique au monde entre deux espaces contigus.

Jacques Hutzinger propose son propre diagnostic : il y a eu de tout temps un face-à-face hostile même si l'Histoire a révélé un renversement des situations. On est en effet passé d'un islam dynamique et conquérant face à une Europe en gestation, arriérée mais ouverte, à un islam sclérosé face à une Europe moderne. Le point d'inflexion est l'arrivée de Bonaparte en Égypte.

Le problème de la zone sud est son incapacité à se moderniser, estime Jacques Hutzinger, par l'insuffisance du Droit et du Savoir. Malgré ce constat pessimiste, il convient d'adopter un optimisme prudent et patient.

Sur le plan religieux, un début de sécularisation est enclenché mais il lui faut du temps pour pénétrer la société.

Le fait que le 11 septembre n'ait guère fait d'émules en Méditerranée constitue ainsi un signe positif. Le déficit démocratique pourra de son côté se combler par l'émergence d'une société civile qui s'appuie sur de nouveaux modes de communication (télévision par satellite, Internet, téléphone portable) à moins qu'il n'y ait une prise de conscience venant d'en haut que le pacte social doit être réinventé (un nouveau kémalisme). Enfin, du point de vue du droit, ancré dans la religion, le statut de la femme constitue l'exemple même d'un grand blocage. Heureusement, des signes encourageants apparaissent comme la chute du taux de natalité, révélatrice d'une évolution en profondeur.

En conclusion, l'auteur considère que l'UPM (Union pour la Méditerranée) bâtie sur une approche purement économique (mercantile et libérale) constitue une erreur. Il conviendrait, selon lui, de lancer des projets éducatifs ou culturels qui permettraient à la pensée du Nord de mieux infuser au Sud.

On pourrait néanmoins reprocher à l'auteur, malgré son approche érudite, de ne pas avoir eu la curiosité de se pencher sur l'autre méditerranée, celle qui peu à peu se forge un destin commun entre nations bouddhistes (Thaïlande), musulmanes (Malaisie, Indonésie) et catholiques (Philippines).

Ugo PULIESE

(1) Jacques Hutzinger - « Il était une fois la Méditerranée », éditions CNRS, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)



# Éloge des frontières

Aurait-il eu trop raison l'auteur d'*Éloge des frontières* de prononcer sa conférence à Tokyo, plutôt qu'à Paris, où il aurait perdu « *ce qui lui reste de réputation* » ? Maintenant que le texte est publié chez Gallimard, on sait ce qu'il en coûte de déployer « *des propos aussi malsomants* ». Cliquez sur *Rue 89* et vous lirez : « *Debray dans le sillon de Le Pen et de Barrès* »... Après cela, on ne peut que tirer le rideau. Pourquoi tenter l'esquisse d'une discussion, alors que les choses, d'avance, sont pliées, et que toute récrimination serait reçue comme un aveu. Répudier l'actuelle idéologie du hors frontière, ce serait prendre parti contre l'universalisme, la générosité humanitaire et rallier le populisme, l'islamophobie et le rejet de l'immigré. Pourtant, l'essai-conférence de Régis Debray ne dit rien de tout cela et plaide explicitement, même si c'est sans idéalisme, pour la compréhension entre les peuples et notamment le respect de l'autre, étant entendu que l'altérité est aussi une valeur. Ce que semble ignorer, avec la dernière énergie, Robert Zaretsky, l'auteur du papier de *Rue 89*. Et c'est d'ailleurs au prix d'un contresens fondamental.

L'éloge des frontières, loin de constituer un refus de la diversité humaine, en constitue la réhabilitation et le grief d'hostilité à l'Islam est d'autant plus malvenu que l'auteur dénonce le mépris et la méconnaissance des autres civilisations. Le fait que la conférence de Régis Debray ait été prononcée à Tokyo et fasse référence au génie et aux caractéristiques de l'archipel japonais ne semble pas impressionner la contradiction de celui qui veut à tout prix que, comme Barrès dénonçait le Juif, et Le Pen (père ou fille) dénonce le musulman, notre orateur, sans identifier nettement l'objet de son rejet, le désigne, somme toute, en creux, en anonyme. La volonté de stigmatisation voire la diabolisation n'est pas douteuse. C'est d'autant plus regrettable qu'une vraie discussion pourrait s'ouvrir à propos de l'universel et de la diversité humaine, des échanges entre peuples et de la signification de la frontière. Car il est vrai que Régis Debray tient ferme sur la nécessité des limites, dont il admet qu'elles peuvent être *poreuses*, mais pas au prix d'un effacement qui ruinerait la richesse du monde. Et de ce point de vue, la frontière joue un rôle de filtre, qui implique ouverture mais aussi surveillance et protection.

Il me semble que l'argument essentiel est contenu dans une citation du Braudel de la *Grammaire des civilisations* : « *Une civilisation répugne généralement à adopter un bien culturel qui mette en question une de ses structures profondes. Les refus d'emprunter, les hostilités secrètes,*

*conduisent toujours au cœur d'une civilisation. À première vue, chaque civilisation ressemble à une gare de marchandise qui ne cesserait de recevoir, d'expédier des bagages hétéroclites. Cependant, sollicitée, elle peut rejeter avec entêtement tel ou tel apport extérieur.* »

On pourrait objecter qu'à l'ère de la mondialisation, nous avons complètement changé de régimes d'échanges et que le hors frontières prévaut désormais contre tous les filtrages et permet les plus improbables alliages. Les populismes arc-boutés pour préserver les identités ne seraient alors que des réactions xénophobes, se dressant dangereusement contre l'universel en devenir. Tel est, d'ailleurs, le point de vue de M. Zaretsky, qui se réclame du Julien Benda de *La trahison des clercs*, pour mieux pourfendre la crispation particulariste. Mais justement, il y avait chez Benda un refus de prendre en compte la complexité humaine qui le condamnait à méconnaître la nature des questions politiques, et qui conduit ses imitateurs à refuser de regarder les réalités en face. L'adversaire de Régis Debray ne prend même pas la peine d'examiner ses arguments, ramenés à des *métaphores poétiques*.

par Gérard Leclerc



Métaphores poétiques les vingt-sept mille kilomètres de frontières nouvelles tracées depuis 1991, les vingt-six cas de conflits frontaliers graves recensés par le géopoliticien Michel Foucher, le mur érigé par les Israéliens faute de frontières sûres et reconnues, cet autre mur qui se construit progressivement entre les États-Unis et le Mexique ? Métaphore encore, la proposition que la mondialisation nous mène de fait à la balkanisation ? Les faits allégués résistent terriblement à toute normalisation arbitraire. On peut ne pas apprécier le style de Régis Debray, qui ne reflète d'ailleurs que sa méthode, et qui mélange les observations les plus concrètes aux clins d'œil ironiques, en faisant jouer références historiques, regards médiologiques et métasociologie aux confins du symbolique et du religieux. Mais la démarche est infiniment plus féconde que celle du moralisme qui prétend rendre meilleure notre planète, sans admettre les dégâts de l'économisme, de l'absolutisme et de l'impérialisme inhérents à la mondialisation actuelle.

Bien sûr Régis Debray provoque-t-il, avec un malin plaisir, en appelant les forces de divergence à barrer la route au rouleau compresseur de la convergence. Mais il faut prendre garde en même temps à ses nuances, à ses paradoxes, voire à ses propres contradictions. Nous n'avons pas affaire à un prophète du meilleur des mondes ou à un idéologue du retour à on ne sait quel paradis perdu. Souvent pessimiste, toujours circonspect par rapport à d'éventuels mirages, le conférencier de Tokyo ne fait l'éloge des frontières que pour parer aux menaces présentes et prochaines. Il n'idéalise pas la limite, il en montre aussi bien les avantages que les risques. Autant elle protège, autant elle est une zone de friction et d'affrontement. En nous provoquant, il nous donne à penser, ce qui est une nécessité absolue aujourd'hui pour comprendre les énigmes d'un siècle incertain.

📖 Régis Debray - « *Éloge des frontières* », nrf Gallimard, prix franco : 10 €. (texte d'une conférence donnée à la Maison franco-japonaise de Tokyo, le 23 mars 2010).

[Achat immédiat](#)

## Nicolet

La mort de Claude Nicolet nous affecte et me fait tout particulièrement de la peine. C'est François Luchaire, autre ami disparu, qui m'avait présenté à lui en 1988 lors d'une réunion du Comité de soutien à François Mitterrand. Peu de temps après l'élection présidentielle, l'auteur de *L'idée républicaine en France* avait été l'invité de l'un de nos Mercredis parisiens et nous avions entamé un débat qui s'est poursuivi lors de nouvelles réunions mais aussi à la radio lors du bicentenaire de la 1<sup>ère</sup> République et dans les colonnes de *Royaliste* (1).

Nous admirions ce savant républicain-républicaniste, qui trouvait stimulante la dialectique des républicains-royalistes. C'est dire que la même conception de la *res publica* nous unissait et nous avons souvent regretté que la gauche n'aille pas prendre ses leçons chez Claude Nicolet. Hélas ! Arrivé en retard chez lui un matin de 1993, je lui dis en guise d'excuse que j'avais été retenu à un petit-déjeuner à l'Élysée. Il m'apprit alors qu'il n'avait jamais été convié par François Mitterrand, que j'avais croisé deux jours avant place Saint-Sulpice, flânant en compagnie d'un bas courtisan. Même le président de la République ne daignait pas recueillir les avis de ce grand homme de gauche, fidèle à la tradition radicale-socialiste. Il est vrai que notre ami avait été proche de Pierre Mendès-France...

J'espère que les royalistes ne seront pas les seuls à poursuivre un dialogue, désormais silencieux, avec Claude Nicolet.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. par exemple ma lettre ouverte sur la tradition républicaine : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=267>

## Metternich, la diplomatie de l'équilibre

Charles Zorgbibe livre un *Metternich qui dévoile, au-delà du diplomate, les problèmes de l'Europe post-révolutionnaire* (1).

Chateaubriand décrit un Metternich *faux*, mais *assez léger* ce qui, ajoute-t-il, est rare *pour un Allemand*.

L'ouvrage que Charles Zorgbibe a consacré au diplomate en dresse un autre portrait, même s'il n'en dissimule ni les faiblesses, ni les échecs.

Clément Wenceslas Lothaire de Metternich est un *Autrichien de l'extérieur*, né à Coblenche le 15 mai 1773 dans l'électorat de Trèves. Il est inscrit en 1788 à l'école diplomatique de Strasbourg qui offre alors la meilleure formation en Europe. Il assiste en Alsace aux désordres révolutionnaires. « *Les Jacobins m'ont inspiré une répulsion que l'âge et l'expérience n'ont fait qu'augmenter* », confesse-t-il dans ses Mémoires. L'auteur écrit de lui : « *Metternich n'est pas étranger à son temps... Il reflète, par sa personnalité, l'unité profonde de la société européenne du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'unité et le cosmopolitisme de la classe - ou de la caste - dirigeante européenne.* »

Metternich a lu l'essai du philosophe anglais David Hume (2) selon lequel « *le souci des principales puissances de maintenir l'équilibre international constitue l'axe du jeu diplomatique : jamais un État ne doit posséder des forces telles que ses voisins soient incapables de défendre leurs droits contre lui.* » Chez Metternich, le principe de l'é-

quilibre est marié à celui de légitimité qui suppose une certaine homogénéité de la société des États que France révolutionnaire bouleverse.

Charles Zorgbibe montre combien Napoléon, qui ne sera jamais qu'un parvenu aux yeux de Metternich, n'a pas modifié à l'extérieur la nature révolutionnaire du régime politique français. Les paix signées ne sont que des armistices provisoires, à cause des conquêtes répétées et des humiliations incessantes que Napoléon impose aux autres souverains, même quand il épouse une archiduchesse autrichienne. L'auteur ne cite pas Napoléon par hasard : « *... je ne suis qu'un soldat, ma légitimité repose sur ma force. Ma domination ne survivra pas au jour où j'aurai cessé d'être fort et d'être craint.* »

N'est-il pas injuste d'écrire à propos du chancelier autrichien : « *relevons surtout la performance de l'opportuniste. Metternich, profondément traumatisé par les défaites successives de l'Autriche... a mis tellement d'application à transformer son pays en satellite du grand Empire napoléonien* » ? Après que les armes eurent parlé, que restait-il comme carte au diplomate ? Sinon celles que l'auteur décrit si bien : tenter de jouer un rôle d'intermédiaire entre la France et les alliés naturels de l'Autriche : Russie, Prusse, Angleterre. On jugera plus

précisément de l'action de Metternich à partir de 1815. La recherche de l'équilibre reprend alors tous ses droits. Cela vaut au lecteur une description souvent distrayante des coulisses du Congrès de Vienne (3), un portrait détaillé de Talleyrand et des souverains européens, notamment du tsar Alexandre et de ses dérivés mystiques.

Charles Zorgbibe souligne, que dans le très nouveau *système des conférences* qui se met en place, Metternich a davantage tenu le rôle d'animateur que celui de concepteur. Il rend à l'anglais Castlereagh la place qui lui revient mais reconnaît à l'Autrichien d'avoir su arracher sa gangue mystique à la Sainte-Alliance. Pour le prince de Metternich, elle demeurait le lieu d'une nouvelle compétition entre intérêts nationaux. L'auteur met en scène un diplomate manœuvrant au sein de coalitions pour jouer les *pompiers* partout en Europe où l'ordre établi est menacé (soulèvement dans ce qui va devenir la Belgique, troubles dans les États italiens, révolte de la Grèce...). Sur le tard, l'histoire rattrape Metternich « *de plus en plus idéologue... gagné par la passion contre-révolutionnaire* ».

**Alain SOLARI**

(1) Charles Zorgbibe - « *Metternich, le séducteur diplomate* », Éd. de Fallois, prix franco : 28 €. [Achat immédiat](#)

(2) David Hume - « De l'équilibre », 1741.

(3) Au cours du Congrès de Vienne, Talleyrand organisa un concours international de fromages : le Brie l'emporta, arrivé de Paris avec les dépêches.

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 19 janvier** - La crise économique et financière a relancé l'idée de la « décroissance » comme solution aux gaspillages de la société de consommation et à la rapacité d'un capitalisme qui cherche à tirer toujours plus de profit d'une croissance qu'on suppose infinie. Les décroissants s'inspirent d'auteurs que nous avons connus et étudiés (Jacques Ellul, Ivan Illich, André Gorz) et soulignent à juste titre les limites de la croissance économique. Cette thématique suscite cependant des réserves. « **La décroissance, une fausse bonne idée ?** » Telle est la question que posent deux chercheurs : **Marc PRIETO**, docteur en sciences économiques, qui enseigne à l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA) et **Assen SLIM**, également docteur en sciences économiques, qui est maître de conférences à l'INALCO.

Leurs réponses, nuancées, permettent de mieux comprendre la théorie de la décroissance et d'en repérer les faiblesses.

● **Mercredi 26 janvier** - Récemment, l'hebdomadaire *Marianne* dénonçait le « débat interdit » sur l'engagement français en Afghanistan. Le gouvernement impose un silence que la majorité respecte scrupuleusement et le Parti socialiste a renoué avec son vieil atlantisme en se prononçant pour un retrait « coordonné avec le désengagement américain ». La guerre contre le terrorisme est l'argument invoqué pour justifier notre participation, coûteuse en vies humaines, aux opérations menées par les États-Unis.

Pour comprendre « **Pourquoi la guerre américaine est perdue ?** », **Bertrand RENOUVIN** reviendra sur l'histoire récente de l'Afghanistan, analysera l'échec du pouvoir politique et la nature des oppositions armées, le double jeu du Pakistan et les erreurs cumulées des stratégies appliquées par les militaires américains.

● **Mercredi 2 février** - Normalien, agrégé de philosophie, directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales, **Pierre MANNENT** est l'auteur de nombreux ouvrages de philosophie politique. Avec lui, au cours de précédentes réunions, nous avons réfléchi sur le libéralisme et sur la nation. Il revient pour une nouvelle conférence, avec un livre imposant dont Gérard Leclerc a rendu compte dans *Royaliste* (n° 982). Ce qui est étudié, c'est « **La dynamique de l'Occident** » depuis la transformation anthropologique décisive accomplie par la cité grecque jusqu'à la révolution démocratique moderne qui est une modalité de cette

## La Nouvelle Action royaliste menacée d'expulsion...

En octobre 2008, la Mairie de Paris, faisant jouer son droit de préemption, a racheté l'immeuble du 17, rue des Petits-Champs qui abrite, entre autres, les locaux de la Nouvelle Action royaliste. Elle vient de nous faire savoir qu'elle ne renouvellerait pas notre bail et que nous devrions quitter l'immeuble pour le 30 juin prochain.

Locataire de ces lieux depuis quarante ans, nous avons immédiatement écrit à M. Bertrand Delanoé, maire de Paris, pour lui exposer le préjudice que cela nous faisait subir. Outre la notoriété du lieu – plus de 400 personnalités, hommes politiques, écrivains, ont été les invités de nos *Mercredis de la NAR* depuis 30 ans – la faiblesse de nos moyens financiers et les prix actuels du marché nous interdisent de pouvoir envisager une location d'un espace équivalent pouvant nous permettre de poursuivre nos activités politiques et culturelles.

Nous sommes persuadés que le Maire de Paris saura entendre nos arguments et qu'une solution amiable sera trouvée.

Yvan AUMONT

transformation. La Rome antique, l'avènement du christianisme, la nation moderne et l'idéologie économique contemporaine s'inscrivent dans ce long mouvement historique dont il faut saisir à la fois la continuité et les aspects contradictoires.

### 21 JANVIER

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **vendredi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

### CONGRÈS 2011

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **9 et 10 avril 2011**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions.

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La spéculation financière**"

et, d'autre part, "**Le statut de l'étranger en France**"

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

### Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

### Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)  
ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Transmettre

J'emprunte le titre d'un livre de Régis Debray (1) pour dire ce qui me paraît essentiel dans le message que Stéphane Hessel (2) adresse aux Français : la transmission passionnée – « Indignez-vous ! » – de l'idéal de la Résistance qui fut sa raison de vivre sans désespérer et qui est le motif de son engagement politique. Celui qui rejoignit le général de Gaulle à Londres en 1941 nous demande de relire le programme du Conseil national de la Résistance, de prendre la mesure de l'œuvre accomplie à la Libération et de s'opposer aux artisans de sa destruction méthodique.

L'appel a été entendu. Des centaines de milliers de citoyens ont déjà lu et fait lire ces treize pages qui se terminent par un appel à l'action. Ce succès inattendu a provoqué diverses réactions hostiles ou réticentes. Dans le haut patronat, on a repris le thème du passéisme et quelques chroniqueurs ont froncé les sourcils. Trop mince, le texte ! Trop facile, l'indignation qui est toujours *sélective* ! Et tellement suspects, ces ventes massives : pour trois euros, « les gens » s'achètent de la bonne conscience... Ne pas être dupe, c'est toujours le grand chic parisien – surtout quand on est soudain confronté à un mouvement populaire.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. L'achat de la brochure de Stéphane Hessel est une manifestation politique qu'il faut replacer dans une longue série d'actes d'opposition à l'oligarchie. Il y eut l'immense écho rencontré en 1996 par le titre du livre de Viviane

Forrester, *L'horreur économique*, la réaction altermondialiste, le rejet du « traité constitutionnel », la lutte contre le CPE en 2006, les manifestations de 2010 contre la réforme des retraites... On a dénoncé ces phénomènes de rue et d'édition comme autant de protestations rituelles, ringardes et inutiles face à la logique implacable de la mondialisation ; on a fustigé la bêtise des partisans du Non au référendum de 2005



comme on dénonce aujourd'hui l'irresponsabilité de ceux qui militent pour la sortie de l'euro ; on cherche à disqualifier Stéphane Hessel à cause de son engagement auprès des Palestiniens. Rien n'y fait. Depuis 1995, nous assistons – et nous participons – à la mobilisation progressive d'une large fraction du peuple français. Le mouvement est spontané (les partis n'y sont pour rien, les syndicats accompagnent quand ils ne freinent pas) et ne trouve que très lentement sa cohérence. L'altermondialisme ne menait nulle part et le soulèvement de la jeunesse des banlieues pauvres n'a eu qu'une valeur d'avertissement. Mais la lutte de

classes devient chaque année plus intense et s'inscrit, selon la tradition française, dans une perspective politique clairement exprimée. Longtemps, le souci politique s'est affirmé dans le pays de manière négative – l'antisarkozysme – et sous la forme d'une défense des acquis sociaux. Stéphane Hessel s'indigne à juste titre que le patronat et la droite s'acharnent à détruire les conquêtes de la Libération mais son appel porte plus haut et plus loin. Ce qu'il nous transmet est un idéal. Avec lui, nous sommes dans l'ordre de l'esprit. A la dernière page, il reprend les termes de l'appel lancé par des anciens de la Résistance à l'occasion du soixantième anniversaire du Programme du CNR : « ... notre colère contre l'injustice est toujours intacte ».

Tel est bien l'essentiel de ce qui nous est transmis : l'exigence de justice qui rassemble les indignations nécessairement sélectives des uns et des autres – aussi sélectives que leurs mémoires, leurs fidélités et les engagements. Il est probable que l'ambiance sartrienne de l'après-guerre ne dit plus rien à la jeune génération et que la guerre d'Algérie lui est à peu près incompréhensible. Mais beaucoup ont lu ces dernières années le Programme du 15 mars 1944 et préparé sans le savoir l'adhésion massive à l'appel de Stéphane Hessel.

La révolte est dans l'air du temps, en France, chez nos voisins européens, en Tunisie, en Algérie... Les partis de gauche et les gaullistes feraient bien de se préparer à l'insurrection, afin qu'elle soit pacifique et authentiquement politique – c'est-à-dire décidée à la mise en œuvre d'un programme de gouvernement.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Régis Debray, *Transmettre*, Éditions Odile Jacob, 1997.

(2) Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Indigène édition, 2010.